

Toutes et tous en grève le 2 Décembre 2025, et dans la rue pour manifester !

La Fédération nationale des salariés du secteur des activités postales et de télécommunications CGT, vous informe qu'elle appelle les salariés d'Orange, quel que soit leur statut, à se mettre en grève et à participer aux manifestations organisées par la CGT sur tout le territoire mardi 2 décembre 2025.



Dans le budget d'austérité du gouvernement, ce sont encore les salarié(e)s, jeunes et retraité(e)s qui en feront les frais : gel des salaires dans la fonction publique, blocage des pensions des retraites, hausse des franchises médicales, coupes dans les services publics... Le budget du 1^{er} Ministre maintient le cap de l'austérité.

La répartition des richesses au sein d'Orange est toujours plus indécente...

- Orange a versé 1,9 Milliard d'euros de dividendes en 2024
- Les salaires stagnent et les hausses négociées en NAO ne couvrent même pas l'inflation
- Les sous-traitants subissent une précarité croissante et une pression toujours plus forte sur les coûts
- Les emplois qualifiés disparaissent au profit d'emplois externalisés ou précaires

Ce sont les salariés qui créent les richesses ! Notre travail, nos savoir-faire et notre engagement quotidien permettent à Orange d'exister et de générer des profits.

Pourtant, la direction poursuit la même logique :

- compression des effectifs
- sous-traitance à outrance
- fermetures de sites
- gel salarial

Nous exigeons une autre répartition des richesses. Les revendications sont claires :



- Augmentation générale des salaires de 10 % minimum (comprenant un rattrapage de la perte du pouvoir d'achat)
- Budget Promotions dédié pour les 20 000 salariés sans promotion depuis plus de 10 ans
- Le 13^{ème} mois de salaire, en complément des rémunérations actuelles revalorisées
- Investissements dans l'emploi, la formation et les conditions de travail
- Arrêt des externalisations, réinternalisation des activités et des emplois associés
- Abandon du projet de restructuration REGAIN qui va générer du mal-être, accélérer les suppressions d'emplois et amplifier la verticalisation des prises de décisions
- Le retour de la retraite à 60 ans pour tous, et 55 ans pour les métiers pénibles,
- Un vrai contrôle social et de transparence sur les choix économiques de l'entreprise

